



**Jour  
J-36**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**25/11/2019**

Transition agro-écologique

P2

**La France entend renforcer la coopération avec la Côte d'Ivoire**

• Valorisation des savoir-faire

P4

**Le gouvernement veut labéliser plusieurs produits locaux**

Promotion du capital humain

P6

**La Banque mondiale félicite la Côte d'Ivoire**

• Innovations agricoles / Hackathon Sara 2019

P5

**19 projets en compétition**

Après l'adoption du projet de budget-programmes 2020

P18

**Les députés de l'opposition demandent un standing  
ovation pour Moussa Sanogo**

Transition agro-écologique

La France entend renforcer la coopération avec la Côte d'Ivoire

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a accordé une audience au ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation.

A peine est-il arrivé de l'Allemagne et de la France que le Président de la République s'est remis au travail. En début de soirée du 23 novembre, il a accordé une audience, à sa résidence privée de la Riviera Golf, à Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation. En trame de fond de cette rencontre à laquelle ont pris part le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Kobénan Kouassi Adjoumani, figure la transition agro-écologique de l'agriculture ivoirienne et française. Il s'agit, selon l'hôte, de faire en sorte que « l'agriculture des deux pays soit plus durable afin que l'alimentation des populations européennes et africaines soit la plus sûre et la plus saine du monde ». Le ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation a salué, à juste-titre, le Plan national agricole (Pnia) conçu par le gouvernement et qui permettra d'accélérer cette transition agro-écologique souhaitée. Le ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation s'est félicité des fortes rela-



Le Président de la République, Alassane Ouattara, a fait un tour d'horizon de l'agriculture ivoirienne avec son hôte. (PH : PORO DAGNOGO)

tions entretenues par les deux pays dans divers domaines. Il s'est réjoui également de l'avènement du Salon international de l'Agriculture et des Ressources animales d'Abidjan

(Sara) 2019 qui a ouvert ses portes, le 22 novembre et qui a comme invité d'honneur la France. « Je vais m'inspirer du nouveau format du Sara pour organiser le prochain Salon de

l'agriculture français », projette-t-il. Didier Guillaume s'est dit très heureux de l'évènement qui a permis à la France d'être présente avec plus de quarante entreprises et profes-

sionnels de nombreux secteurs dont l'agroalimentaire, la recherche, le développement, etc. « Tout ceci démontre, précise-t-il, les bonnes relations entre la Côte d'Ivoire et la

France, fruit de l'excellente coopération entre leurs Chefs d'Etat respectifs, au plan politique et diplomatique». ■

HERVÉ ADOU

• Développement des filières agricoles  
Collectivités territoriales échangent les expériences

Comment les collectivités territoriales peuvent-elles contribuer au développement des filières agricoles ? Et dans quelle mesure ces filières agricoles peuvent, en retour, contribuer à la lutte contre la pauvreté dans les régions ? Ce sont là quelques-unes des préoccupations auxquelles ont répondu Yéboué Kouamé Pascal et Philippe Meunier, respectivement président du Conseil régional du Bélier (Côte d'Ivoire) et vice-président de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes (France) au cours d'un panel tenu le samedi 23 novembre au Sara et qui avait pour thème « Rôle des collectivités territoriales dans le développement des filières agricoles ». Il en ressort que les collectivités territoriales, étant plus proches des populations, peuvent aider à l'amélioration des filières. D'ailleurs, d'après Va-



Yéboué Kouamé Pascal (à gauche) et Philippe Meunier ont édifié les participants sur les bénéfices de leur collaboration. (PH : DRI)

lérie Aka Eponon, coordinatrice du projet Pôle agro-industriel dans la région du Bélier et du District autonome de Yamoussoukro (2PAI-Bélier), le partenariat existant entre les régions du Bélier et d'Auvergne-Rhône-Alpes a

favorisé une plus grande implication de la première dans le projet pôle agroindustriel qu'elle coordonne. « Le rôle d'un élu, c'est de travailler pour le bien-être des populations. Notre bonheur sera de voir nos parents satisfaits

parce que nous aurons répondu à leurs attentes. Que les gens vivent mieux, que les jeunes aient du travail, qu'ils n'aient pas mourir dans la méditerranée, ne se livrent pas à la débauche. C'est ce pourquoi nous travaillons », a assuré Yéboué Kouamé Pascal, président du conseil régional du Bélier. Car, selon lui, il s'agit à travers ces filières agricoles de contribuer à l'employabilité des jeunes et à la lutte contre la pauvreté, pour assurer un mieux-être et un meilleur avenir aux populations. Philippe Meunier a indiqué, pour sa part, la disponibilité de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes à apporter son expérience aux villes et régions de Côte d'Ivoire en vue de les aider à organiser leurs filières agricoles. ■

FRANCIS KOUAMÉ

• Une convention signée pour la transformation de la noix de cajou

La deuxième journée de la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara) a été marquée par la signature d'une convention entre le Conseil de Côte d'Ivoire et l'entreprise italienne Forlivese. Le directeur général du Conseil coton anacarde, Adama Coulibaly, s'est réjoui de la signature de cette convention qui permettra aux partenaires italiens d'investir dans la transformation de noix brutes de cajou en Côte d'Ivoire. « Notre pays est le premier producteur mondial de noix de cajou. Cette convention vient à point nommé d'autant plus qu'elle permettra non seulement l'achat de noix de cajou directement avec les transformateurs

ivoiriens, mais aussi aux partenaires italiens d'investir en Côte d'Ivoire dans la transformation de la noix de cajou », a-t-il expliqué. Le directeur général a aussi insisté sur l'aspect social de cet accord. Selon lui, ce partenariat favorisera la création de débouchés pour les acteurs de la filière. Quant au directeur général de Forlivese, Fabiano Mambelli, il s'est dit heureux de prendre part au développement de la Côte d'Ivoire. Le Directeur général a rassuré que l'entreprise qu'il représente sera toujours aux côtés du gouvernement ivoirien, afin de l'accompagner dans le domaine de la transformation de la noix de cajou. ■

ÉMÉLINE P AMANGOUA

• Sara 2019

# L'agriculture française à l'honneur

La deuxième journée du Salon a été dédiée à la France, pays à l'honneur de la présente édition.

**D**idier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a présidé le 23 novembre, l'ensemble des activités organisées dans le cadre de la deuxième journée de la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019). Notamment la signature de trois conventions au pavillon de la France sur l'espace des expositions situé route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët. Le premier accord a été signé entre l'Institut national de la formation professionnelle agricole de Côte d'Ivoire (Infpa) et la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (Dger) du ministère français de l'Agriculture, portant sur la formation réciproque des étudiants des deux pays par les deux institutions. Le deuxième accord a été paraphé par la Chambre nationale d'agriculture de Côte d'Ivoire et celle de la Région



Signature de convention entre parties française et Ivoirienne au Sara. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

d'Auvergne-Rhône-Alpes en France. Outre la conceptualisation de projets communs, les deux chambres - en partenariat avec l'école d'Agronomie de Yamoussoukro et 2 ONG - s'approprient à répondre en février 2020, au projet européen Archipelago, pour intensifier leur coopération dans le champ de la formation. Le troisième accord concerne la création de la chaire "Innovation agricole en Afrique" par la Fondation Pierre Castel. Didier Guillaume a salué le dynamisme de la nouvelle orientation que les gouvernements ivoirien et français ont donnée à la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation à travers le Hub régional franco-ivoirien pour l'éducation. D'autant qu'il s'agit de permettre de passer son diplôme français en Côte d'Ivoire, grâce à cette plateforme qui réunit aujourd'hui plus de 70 formations, du bac au master. ■

ABOUBAKAR BAMBA

## • Ivoiriens et Français engagés en faveur d'un commerce équitable

**L**e lancement officiel de la seconde phase du programme Équité, en présence de Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a constitué l'un des grands axes de la journée dédiée à la France lors de la présente édition du Sara 2019. Étant attendu que le commerce équitable milite pour des échanges commerciaux respectueux des producteurs et de l'environnement. Il porte une vision du commerce au service d'économies plus inclusives et du développement durable. Le commerce équitable propose aux entreprises et aux organisations de producteurs des partenariats économiques équilibrés basés sur des prix minimum, une prime de développement versée à la coopérative et des engagements commerciaux pluriannuels, selon Christophe Boscher, responsable programme équité chez Avsf. Il incite aussi les consommateurs à affirmer leurs préférences pour des produits plus justes et plus durables, selon lui. En identifiant le commerce équitable comme un outil efficace d'atteinte de l'ensemble des Objectifs du Développement Durable, l'AFD a décidé de financer une seconde phase du programme Équité sur la période 2019-2023, piloté par Commerce



Émilie Durochat et Christophe Boscher (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> à partir de la droite) en compagnie du ministre Didier Guillaume (2<sup>e</sup> à partir de la gauche).

équitable France, Avsf (agronomes et vétérinaires sans frontières) et leurs partenaires ouest africains, a fait savoir Émilie Durochat, déléguée générale adjointe de Commerce équitable France. L'objectif étant de booster les filières de commerce équitable de cacao, karité, anacarde, fruits et artisa-

nat dans six pays : Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Ghana, Togo et Bénin. À en croire Émilie Durochat, cette nouvelle phase d'un montant d'environ 7,5 milliards de FCfa (11,5 millions d'euros) ambitionne de mettre à l'échelle une approche qui a fait ses preuves et de promouvoir des prix plus

équitable, stables et rémunérateurs aux producteurs pour lutter contre la pauvreté. Mais également pour leur donner les moyens d'investir dans des modes de production plus résilients et d'enrayer la déforestation. ■

A. BAMBA

### Propos recueillis

**Vanessa Paillet** (directrice commerciale, Bio-Mar) « **L'Ivoirien entend être un consommateur-acteur** »

Nous notons un réel engouement des populations de Côte d'Ivoire. Surtout ce samedi où de nombreuses familles ont effectué le déplacement. Ce que nous remarquons de particulier, c'est que les prestataires mettent en avant la durabilité. Parce que le consommateur ivoirien – à l'instar des consommateurs africains en général – est à l'écoute de ce qu'il va manger. Et c'est l'un des points positifs que nous saluons et que le Sara aide à valoriser et vulgariser. Surtout que nous constatons que l'Ivoirien entend être un consommateur-acteur. Et ça, c'est nouveau.

rencontrer d'éventuels partenaires. Pour une première, nous découvrons le pays grâce aux échanges avec les nombreuses structures ivoiriennes qui exposent aussi. Nous sommes agréablement surpris par le niveau de curiosité des Ivoiriens. Parce qu'ils veulent s'imprégner de toutes les solutions proposées au Salon.

**Bernard Hubert** (Membre de l'Académie de l'agriculture de France).

« **Mettre les nouvelles technologies au service de l'agriculture** »

Les discussions ont permis de mieux appréhender la nécessité de mettre les nouvelles technologies au service de l'agriculture pour gérer efficacement le capital naturel (eau, sol,) qui met des millions d'années à se constituer. C'est en cela que les nouveaux codes de l'eau et de la forêt – notamment en Côte d'Ivoire – sont à saluer. Mais les échanges ont aussi souligné l'urgence de renforcer le dispositif de partage des bonnes pratiques et des technologies accessibles au plus grand nombre ■

A. BAMBA

**Magali Bogaert** (Déléguée générale, Sfet) « **Nous sommes agréablement surpris par le niveau de curiosité** »

Nous avons en face un public de professionnels notamment et cela fait du Sara, une réelle opportunité pour nouer des partenariats. Surtout que nous avons également des rendez-vous hors du site pour

• Valorisation des savoir-faire

# Le gouvernement veut labéliser plusieurs produits locaux

Établir la cartographie des produits typiques ivoiriens afin de les intégrer aux plans nationaux de développement via les collectivités territoriales. Telle est l'ambition affichée par le gouvernement depuis quelques années. Une vision sur laquelle a insisté le ministre Souleymane Diarrassouba, en charge du Commerce et de l'Industrie, le samedi 23 novembre dernier à la 2ème journée du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara) qui se tient au parc d'exposition d'Abidjan dans la commune de Port-Bouet. À l'ouverture d'un panel dédié à la labélisation des produits du terroir ivoirien, le ministre Souleymane Diarrassouba a indiqué que, sur la période 2012-2014, le projet national Indications géographiques protégées (Igp) et des marques collectives a permis de conduire dans une démarche Igp et marques collectives, huit produits locaux. Il



Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et de l'Industrie. (PH : PORO DAGNOGO)

s'agit notamment de la toile artisanale de Korhogo ; le cacao de soubri ; le café des montagnes de Man ; le riz des montagnes de man ; la mangue kent des savanes ; la poterie de Katiola ; le pagne baoulé et l'attiéké de Grand-Lahou. « Tous ces produits sont en réalité des produits made in Côte d'Ivoire protégés et expriment clairement le savoir-faire ivoirien et l'identité culturelle du pays », s'est réjoui le ministre. Qui, pour lever tout équivoque à propos des appellations, a fait une précision de taille : « L'attiéké de Côte d'Ivoire est différent de la semoule de manioc. Partout dans le monde lorsqu'on entendra attiéké, on devra se rappeler que c'est ivoirien », a-t-il souligné avant d'indiquer que, « le ministère du Commerce entend poursuivre les initiatives engagées pour faire aboutir la labélisation des produits dont la démarche est engagée et initier la labélisation de nouveaux produits », a promis Souleymane Diarrassouba.

Concernant les cas spécifiques de l'attiéké et du pagne baoulé, la démarche de labélisation est très avancée, mais pour qu'elle aboutisse effectivement, il faudra l'implication de tous les acteurs selon Denis Bohoussou, directeur général de l'Oapi. « Nous sommes à une autre étape de la valorisation de ces deux produits. Un travail préparatoire a été fait, nous sommes à la dernière qui consiste à y mettre un label de qualité. Ça peut prendre encore deux à quatre ans », a-t-il fait savoir. Et d'ajouter que, la labélisation va donner de la valeur ajoutée. « La labélisation va confirmer la qualité du produit et fera que le consommateur acceptera de l'acheter plus cher », a laissé entendre le directeur général de l'Oapi. À noter que cette deuxième journée du Sara était dédiée à la France, pays à l'honneur de cette 5ème édition. ■

FRANCIS KOUAMÉ

## Félix Anoblé, ministre de la Promotion des Pme

### « Le Sara est une opportunité pour les Pme agricoles de valoriser les produits transformés »



Le ministre de la Promotion des Pme, lors de la visite des stands. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

Le ministre de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, s'est rendu le vendredi 23 novembre à la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), qui a ouvert ses portes, le 22 novembre au Parc d'exposition, dans la zone aéroportuaire de Port-Bouet. Il a visité plusieurs stands appartenant à différentes coopératives de viviers, mais aussi des stands

de Pme évoluant dans le domaine agricole. « Le Sara a pour objectif de faire la promotion de l'agriculture ivoirienne. Aujourd'hui, le Président Alassane Ouattara souhaite la transformation de nos produits agricoles. Cet événement est une opportunité offerte à l'ensemble des producteurs ivoiriens, non seulement pour ceux qui sont dans la grande production brute de réfléchir à la transformation et pour ceux qui

ont démarré la transformation de présenter et valoriser les produits transformés sur le marché international », a confié l'émissaire du gouvernement, à l'issue de la visite. Le ministre n'a pas manqué de souligner que le Sara constitue une plateforme permettant aux Pme agricoles de nouer des partenariats avec des investisseurs étrangers. ■

ÉMÉLINE P AMANGOUA

## Propos recueillis

Lagaud Alain (visiteur)  
« Le Sara fait la fierté de tout Ivoirien »



C'est un grand événement pour nous. Je ne pouvais m'empêcher de venir visiter ce salon qui est une vitrine nationale. À mon sens, le Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan fait la fierté de tout Ivoirien, de la Côte d'Ivoire. Je suis venu découvrir les potentialités qui existent ici. C'est tellement encourageant que je ne suis pas venu seul. J'espère repartir d'ici tout satisfait. Les populations devraient venir nombreuses pour découvrir les opportunités de ce Salon.

Abdoulaye Kanté (éleveur malien)

« Nous ne nous ennuyons pas au Sara »  
Depuis le Mali, mes collègues m'ont fait savoir que le Sara était très intéressant, qu'il présente de nombreuses opportunités. Alors, je me suis dit que je ne devais pas manquer ce rendez-vous en 2019. Pour ces premiers jours, je peux vous dire que je suis beaucoup satisfait. Les visiteurs sont nombreux, ils cherchent à comprendre beaucoup de choses. Cela ne peut que me faire plaisir. Nous ne nous ennuyons pas au Sara. Si Dieu le permet, je prendrai encore part à la prochaine édition. Nous encourageons les autorités à continuer de promouvoir cette plateforme.

Bah Moussa (éleveur ivoirien)  
« Grâce au Sara, nous pouvons montrer notre savoir-faire »

Depuis 1999, j'ai été à toutes les éditions du Sara. C'est un important rendez-vous que je ne peux me permettre de manquer. Il offre de nombreuses opportunités, une véritable vitrine pour exposer notre savoir-faire. Grâce au Sara, nous pouvons montrer au monde entier ce que nous savons faire, notre savoir-faire. Nous pouvons montrer aux gens que nous savons encadrer nos éleveurs, nous savons élever les animaux et en prendre soin. Chaque jour,

les visiteurs viennent nombreux pour comprendre comment nous travaillons, ils nous posent beaucoup de questions.

Bintou Siby (visiteuse, démarcheuse)  
« Le Salon est esthétique, attrayant »



Je suis venue chercher des clients ici. Je veux prendre attache avec des personnes qui peuvent me proposer des produits naturels de beauté. Nous les Africains qui vivons en Europe en avons besoin. C'est la 2<sup>e</sup> fois que je viens au Sara. En si peu de temps, il y a eu de nombreux changements. Le Salon est esthétique, attrayant. Il présente aussi un aspect touristique. Nous pouvons venir visiter les stands avec les enfants ■

A. KOUAO

• Innovations agricoles / Hackathon Sara 2019

# 19 projets en compétition

Ils sont jeunes, l'âge variant de 18 à 35 ans. Ils viennent de toutes les régions du pays, mais également de la République du Niger (une candidate), et prennent part à la première édition de l'hackathon qui a lieu au Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019), démarrée depuis le 22 novembre. Cette épreuve qui met en compétition 19 projets portés par une cinquantaine de participants, notamment des agriculteurs et développeurs d'applications. Alain Richard Donwahi, ministre des Eaux et Forêts, représentant le Premier ministre, a procédé, en présence de plusieurs autres ministres impliqués dans le Sara, de la sous-région et une forte délégation française, au lancement de cette première édition. Coulibaly Mamadou Sangafowa, ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a pris part à cette cérémonie. Le projet, cher au gouvernement, est organisé par l'Etat ivoirien, Digi-



Plusieurs membres du gouvernement ont pris part au lancement de ce 1<sup>er</sup> hackathon du Sara. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

agricole. Déjà que la production est faible et le revenu des producteurs bas, sans oublier l'insécurité alimentaire, le secteur est exposé aux aléas climatiques. Chaque année, selon le groupe de la Banque africaine de développement (Bad), l'Afrique dépense 35 milliards de dollars (environ 21 000 milliards de FCfa) dans l'importation de la nourriture.

Dans un rapport de l'Organisation des Nations unies, publié début 2019, il ressort que la faim en Afrique continue sa progression après plusieurs années de déclin, hypothéquant les efforts d'éradication déployés pour atteindre les objectifs de Malabo 2025 et le Programme de développement durable 2030, en particulier l'Objectif de développement durable 2 (Odd 2). Intitulé «Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique», le document indique que 237 millions de personnes en Afrique subsaharienne souffrent de sous-nutrition chronique, entraînant ainsi les progrès réalisés ces dernières années. Cet hackathon, organisé par l'Etat et ses partenaires devrait ainsi contribuer à proposer des solutions innovantes pour répondre aux défis du secteur agricole africain.

« Nous avons la conviction que c'est ensemble que l'Afrique et la France vont relever les défis. Il faut l'engagement de tous afin de trouver des solutions innovantes dans ce domaine », a ajouté Karim Sy, par ailleurs, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (Cpa), une structure de réflexion dédiée au continent africain installé par Emmanuel Macron. Vu l'intérêt du sujet, lors de son intervention, Alain Richard Donwahi a appelé tous les acteurs (décideurs, agriculteurs, opérateurs économiques, partenaires techniques et financiers, etc.) à œuvrer « en synergie d'actions » pour s'approprier les technologies pour faire avancer le secteur agricole. ■

ANOH KOUAO

## • Attraction et découvertes



Ces bovins de race ont émerveillé plus d'un visiteur du Sara 2019. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

En famille, seul, par petits groupes ou entre amis, c'est selon. Ils sont nombreux les visiteurs à prendre d'assaut les stands et autres espaces dédiés au 5<sup>e</sup> Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019) qui se tient dans la zone aéroportuaire de Port-Bouët. Au nombre de ces milliers de visiteurs, Bernard N'Drin. L'étouffante chaleur qui s'abat depuis quelque temps sur la ville d'Abidjan n'a pas du tout entamé sa volonté de découvrir le Sara, vitrine d'une

Côte d'Ivoire qui veut se positionner sur l'échiquier continental comme une puissance agricole. « En 2017, j'étais là, cette année aussi. Il y a beaucoup d'amélioration. Je vous avoue que je prends plaisir à découvrir ce salon », se réjouit l'informaticien trentenaire, rencontré au détour du stand de l'un des 800 exposants qui prennent part à ce rendez-vous international. Comme lui, ils sont nombreux, les visiteurs à se déplacer sur le site. Une trentaine de pays expose leur savoir-faire, propose des solutions ou outils dans les do-

maines de l'agriculture, des forêts, la transformation, l'environnement, l'eau, la pêche, l'élevage, le conseil, la mécanisation, etc. Le pavillon dédié aux animaux est la grosse attraction. Nous avons des ovins, caprins et bovins de diverses races (Bali bali honn, métis Limousin et Montbéliard, etc.). Dans l'enclos d'Abdoulaye Kanté (éleveur venu du Mali), l'on y trouve des moutons de race pouvant peser plus de 150 Kg. Chez Bah Moussa (éleveur venu de Taabo), ce sont des bœufs atteignant presque la

tonne (900 Kg). Ses animaux forcent la curiosité de tout visiteur ou potentiel acheteur passant par là. « Nous voulons montrer au monde entier qu'en Côte d'Ivoire, nous pouvons aussi produire des bœufs de race comme cela se fait en Europe », confie-t-il. Un peu plus loin, ce sont des porcs qui, également, forcent l'admiration. Gros, ils s'imposent de par leur masse pouvant aller à plus d'une centaine de Kg. Entre les aulacodes (agouti), les bœufs, autruches, moutons, lapins, poulets et autres, il y a aussi des chevaux qui attirent beaucoup plus les bambins. Qui ont l'occasion de jouer au cavalier, casque vissé sur la tête, pour quelques minutes sous le regard de leurs parents et des propriétaires des chevaux. En plus d'un espace de restauration, plusieurs agents de sécurité sont visibles presque partout, sans oublier des équipes de secours. En face du lieu, ce sont les machines, tout l'appareillage dédié à la mécanisation ou la transformation de l'agriculture qui est proposé aux visiteurs. Un espace de jeu y a même été ouvert pour occuper les enfants : peinture, danses, spectacles. Dès 19h, tous les soirs, jusqu'à la fin du Sara (1<sup>er</sup> décembre), concerts et animation sont prévus au village Sara. Au soir de la clôture de cet important rendez-vous, les autorités tablent sur au moins 300 000 visiteurs. ■

A. KOUAO

**SOREPCI Boutiques**  
**Promo Jusqu'à 40%**  
**SUR LA BAGAGERIE**  
*Online ~ Sacs de Voyage*  
 sur la Maroquinerie  
 Serviette ~ Attache case ~ Pilot-case  
 Sac Ordinateur Coffret à Bijoux à Montre  
 Jusqu'au 19 Décembre 2019  
 Zone 2 Im. ROCHE Route du CHU de Treichville  
 Ouvert : 8h 30 - 18h 30 - Samedi 9h - 18h - Tél: 21 25 81 41 - 21 25 79 49  
 PLATEAU AVENUE CHARLES DE GAULLE - NOURALHAYATI  
 Ouvert : 8 h 30 à 17 h 30 - Samedi 9 h à 13 h - Tél: 20 21 60 68

## Promotion du capital humain

# La Banque mondiale félicite la Côte d'Ivoire

La vice-présidente de la Banque mondiale en charge du capital humain, de passage à Abidjan, a exprimé sa satisfaction face aux efforts du gouvernement en matière de santé, d'éducation et du social.



Annette Dixon a eu une séance de travail fructueuse avec les autorités ivoiriennes.

La vice-présidente de la Banque mondiale, chargée de la promotion du capital humain, Annette Dixon, a rencontré le 23 novembre, en fin d'après-midi, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Aka Aouélé, en marge de la 9<sup>e</sup> réunion du Global financing facility (GFF), un mécanisme mondial de financement. La rencontre de la salle Daoukro du Sofitel Hôtel Ivoire avait pour objectif d'évaluer les efforts du gouvernement ivoirien en matière de développement du capital humain qui prend en compte, outre la santé, le social et l'éducation. Mais surtout envisager les perspectives de l'assistance financière des bailleurs de fonds en matière de santé en Côte d'Ivoire. La vice-présidente de la Banque mondiale, Annette Dixon, a officiellement félicité le gouvernement ivoirien pour les efforts en matière de santé pour garantir l'accès aux soins à toutes les couches de la population. Et ce, suite aux différents rapports établis, mais surtout l'exposé fait par le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé. « Je voudrais féliciter le gouvernement ivoirien pour ses efforts en matière de santé », a indiqué Annette Dixon. Dans son programme social, le gouvernement ivoirien a mis les bouchées doubles en matière de santé en Côte d'Ivoire. Un des axes majeurs de cet engagement est l'amélioration de l'indice de morta-

lité maternelle, infantile et néo-natale. Pour ce faire, au début de l'année 2019, le ministère de la Santé a organisé un dialogue national pour le financement de ce secteur. D'où le budget de 1658 milliards F Cfa sur 5 ans qui a été adopté pour s'attaquer aux priorités en matière de santé. Mieux, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly traduit, depuis, en acte, sa promesse d'augmenter chaque année le budget alloué à la santé. A cela il faut ajouter plusieurs réformes. Il s'agit de la mise en œuvre de la Couverture maladie universelle, le programme élargi de vaccination (Pev) désormais obligatoire pour les enfants de 0 à 11 mois, avec en prime des sanctions réservées aux parents qui ne se soumettraient pas à cette obligation. Dans la même veine, la Côte d'Ivoire vient d'introduire au Pev le vaccin anti papillomavirus humain (Hpv) dans les vaccins de routine pour la lutte contre le cancer du col de l'utérus. Qui est gratuit et obligatoire pour toutes les jeunes filles dès l'âge de 9 ans. Le ministre Aka Aouélé a aussi rappelé les réformes hospitalières et pharmaceutiques pour les rendre plus performantes. La gestion des structures sanitaires se fait désormais par objectif de résultats. Au niveau pharmaceutique, les pharmacies des hôpitaux sont régulièrement fournies en médicaments. Il faut aussi noter la gratuité de l'école. Face à

ces efforts, la Banque mondiale qui a déjà dégagé une enveloppe de

plus de 120 milliards Fcfa (200 millions de dollars) pour soutenir les priorités

de santé en Côte d'Ivoire, ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. D'où les félici-

tations de la vice-présidente de la Banque mondiale ■ MARC YEVOU



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT

### APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS PARTICIPATION A LA FOIRE DE FETES DE FIN D'ANNEE ORGANISEE SUR LES SITES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT A ABIDJAN

Madame/Monsieur,

1. La Banque Africaine de Développement ci-après dénommée «BAD» invite par la présente, les entreprises, entrepreneurs, créateurs, fabricants éligibles à manifester leur intérêt pour participer à la Foire de Fêtes de Fin d'année 2019 qu'elle organise dans ses locaux (Immeuble Siège de la BAD et à l'immeuble CCLIA), à Abidjan - Plateau.
2. Cet évènement a pour but de créer une Marché de Noël où tous les professionnels des domaines d'activités ci-dessous listés viendront présenter leurs produits et services au Personnel de la BAD en prélude des fêtes de fin d'année dans une ambiance festive.
3. Date de la Foire : 09 au 20 Décembre 2019.
4. Les Professionnels intéressés à participer à cette Foire, sont priés de manifester leur intérêt au plus tard le 29 Novembre 2019 à l'adresse suivante :
 

Département des Services Généraux et des Achats  
Banque Africaine de Développement  
Bureau 17S022 – Immeuble Siège de la BAD  
Adresse : 6, Avenue Joseph Anoma,  
01 BP 1387 Abidjan Plateau  
Téléphone +225 20 26 29 71  
E-mail : [tender@afdb.org](mailto:tender@afdb.org)
5. Par ailleurs, il est demandé à tous les candidats de joindre à leur dossier de Manifestation d'Intérêts,
  - Brochures et des visuels présentant l'entreprise ainsi que les œuvres et produits commercialisés ;
  - Une copie des statuts de la société ;
  - L'immatriculation au registre du commerce
6. Après examen des différentes Manifestations d'intérêts qui seront reçues des candidats potentiels, la Banque envisage d'organiser une conférence avec ces derniers afin d'échanger sur les modalités pratiques de mise en œuvre de ce projet.

Dans l'attente de votre confirmation, la Banque vous remercie d'avance d'avoir bien voulu examiner le présent Appel à Manifestation d'intérêts.

# 4<sup>e</sup> édition du Sommet mondial sur le genre Les assises s'ouvrent à Kigali aujourd'hui

Après Istanbul (Turquie), Manille (Philippines) et Washington DC (États-Unis), Kigali est la première ville africaine à accueillir le quatrième rendez-vous mondial sur le genre.



PHOTO : DR

Le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad, affiche un réel engagement sur la question du genre en Afrique.

Le Sommet mondial sur le genre. Un événement biennal organisé par les Banques multilatérales de développement (Bmd), a démarré aujourd'hui. Et ce, jusqu'au 27 novembre à "Kigali convention center" au Rwanda. Cette année, les assises sont organisées par la Banque africaine de développement (Bad) en étroite collaboration avec le Groupe de travail sur le genre des Bmd et sous l'égide du Gouvernement rwandais. Plus de 600 participants issus des gouvernements, des institutions de développement, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire prennent part à ce grand rendez-vous. Et la Côte d'Ivoire y est présente... Sous le thème « *Éliminer les obstacles à l'égalité des sexes* », les discussions porteront sur les principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La cérémonie d'ouverture de ce matin est présidée par Paul Kagame, président de la République du Rwanda, dont le discours est très attendu. « *L'objectif principal du sommet est de partager les meilleures pratiques et de catalyser les investissements afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde* », a annoncé le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad. Plusieurs activités sont à l'agenda, notamment des conférences, panels, rencontres d'affaires, etc. Il est également prévu le lancement de l'Index sur le genre en Afrique ainsi que le méca-

nisme de partage des risques Afawa 15 et le Rapport sur le pouvoir de la parité en Afrique. À cela, s'ajoutent les initiatives "Libérer l'accès des femmes au financement en Afrique" et la plateforme de réseautage pour mettre en relation 50 millions de femmes entrepreneures en Afrique encore appelée "50 millions de femmes africaines ont la parole" ainsi que la plateforme numérique "Fashionomics Africa", etc. Ce sont autant d'initiatives que le sommet de Kigali va lancer en faveur des femmes du continent noir. Trois jours durant, décideurs politiques, experts, acteurs de la société civile interagiront autour de trois dimensions essentielles pour aller à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit d'intensifier les financements innovants ; favoriser un environnement favorable (juridique, réglementaire et institutionnel) et assurer la participation et la voix des femmes. Ces discussions, faut-il le souligner, s'articuleront autour de trois grands domaines à savoir le changement climatique, le développement du secteur privé, le capital humain et l'emploi productif. La révolution numérique, elle, sera abordée tout au long des sessions en tant que sujet transversal. Le rendez-vous de Kigali s'annonce donc sous de grands auspices pour la gent féminine en Afrique. Au terme de ces assises, plusieurs engagements seront pris en faveur de l'autonomisation des femmes par les parties prenantes. Et chaque État africain est invité à concrétiser ■

GUY-ASSANE YAPY  
ENVOYE SPECIAL A KIGALI

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna'a N°CIV0044 du 17 avril 2016  
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

**AVIS DE RESULTATS**

**DDP N°RSP51/2018**

**Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études architecturales et techniques, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités d'ABIDJAN (Abobo), de DIMBOKRO et de BONDOUKOU - Lot (01)**

**I. ATTRIBUTAIRE**

**NOM :** SATA AFRIQUE

**ADRESSE :** Siège social, Burkina Faso – 435, rue 6 -13 Secteur 6 - 01 BP 3610 Ouagadougou 01 - Tel : (+226) 25 30 27 11 – mail : [infos@satafrique.com](mailto:infos@satafrique.com)

**MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DE L'OFFRE ÉVALUÉ :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DU MARCHÉ :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ÉTÉ ÉVALUÉES**

Consultants	Évaluation technique		Évaluation financière			Évaluation combinée	
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	Classement
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F	
Groupe STUDI INTERNATIONAL / CEFACL	90,58	72,46	1 397 586 067	46,62	9,32	81,78	4 <sup>ème</sup>
Groupe HYDRO-CO/ATELIER VOHOU ARCHITECTURE	88,93	71,14	772 000 000	84,39	16,88	88,02	2 <sup>ème</sup>
SATA AFRIQUE	88,40	70,72	651 494 475	100	20	90,72	1 <sup>er</sup>
Groupe AGECEC-BTP/KEOPS	87,00	69,90	1 090 050 000	59,77	11,95	81,55	5 <sup>ème</sup>
CABINET HIRAM	86,58	69,25	719 050 000	90,61	18,12	87,37	3 <sup>ème</sup>
Groupe ECG/ICCATX INTERNATIONAL	80,78	64,82	1 112 796 030	58,55	11,71	76,33	6 <sup>ème</sup>

**NB :** Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet  
Abidjan, Cocody - II Plateaux 7<sup>ème</sup> Tranche ; ilot n° 227 ; lot n° 2684  
Tél. (225) 57 65 68 53  
E-mail : [ugp.pcelfi3@gmail.com](mailto:ugp.pcelfi3@gmail.com)

# 4<sup>e</sup> édition du Sommet mondial sur le genre Les assises s'ouvrent à Kigali aujourd'hui

Après Istanbul (Turquie), Manille (Philippines) et Washington DC (États-Unis), Kigali est la première ville africaine à accueillir le quatrième rendez-vous mondial sur le genre.



Le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad, affiche un réel engagement sur la question du genre en Afrique.

Le Sommet mondial sur le genre. Un événement biennal organisé par les Banques multilatérales de développement (Bmd), a démarré aujourd'hui. Et ce, jusqu'au 27 novembre à "Kigali convention center" au Rwanda. Cette année, les assises sont organisées par la Banque africaine de développement (Bad) en étroite collaboration avec le Groupe de travail sur le genre des Bmd et sous l'égide du Gouvernement rwandais. Plus de 600 participants issus des gouvernements, des institutions de développement, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire prennent part à ce grand rendez-vous. Et la Côte d'Ivoire y est présente...

Sous le thème « *Éliminer les obstacles à l'égalité des sexes* », les discussions porteront sur les principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La cérémonie d'ouverture de ce matin est présidée par Paul Kagame, président de la République du Rwanda, dont le discours est très attendu. « *L'objectif principal du sommet est de partager les meilleures pratiques et de catalyser les investissements afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde* », a annoncé le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad. Plusieurs activités sont à l'agenda, notamment des conférences, panels, rencontres d'affaires, etc. Il est également prévu le lancement de l'Index sur le genre en Afrique ainsi que le méca-

nisme de partage des risques Afawa 15 et le Rapport sur le pouvoir de la parité en Afrique. À cela, s'ajoutent les initiatives "Libérer l'accès des femmes au financement en Afrique" et la plateforme de réseautage pour mettre en relation 50 millions de femmes entrepreneurs en Afrique encore appelée "50 millions de femmes africaines ont la parole" ainsi que la plateforme numérique "Fashionomics Africa", etc. Ce sont autant d'initiatives que le sommet de Kigali va lancer en faveur des femmes du continent noir. Trois jours durant, décideurs politiques, experts, acteurs de la société civile interagiront autour de trois dimensions essentielles pour aller à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit d'intensifier les financements innovants ; favoriser un environnement favorable (juridique, réglementaire et institutionnel) et assurer la participation et la voix des femmes. Ces discussions, faut-il le souligner, s'articuleront autour de trois grands domaines à savoir le changement climatique, le développement du secteur privé, le capital humain et l'emploi productif. La révolution numérique, elle, sera abordée tout au long des sessions en tant que sujet transversal. Le rendez-vous de Kigali s'annonce donc sous de grands auspices pour la gent féminine en Afrique. Au terme de ces assises, plusieurs engagements seront pris en faveur de l'autonomisation des femmes par les parties prenantes. Et chaque État africain est invité à concrétiser ■

GUY-ASSANE YAPY  
ENVOYE SPECIAL A KIGALI

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna'a N°CIV0044 du 17 avril 2016  
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

**AVIS DE RESULTATS**  
**DDP N°RSP51/2018**  
**Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études architecturales et techniques, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités d'ABIDJAN (Abobo), de DIMBOKRO et de BONDOUKOU – Lot (01)**

**I. ATTRIBUTAIRE**

**NOM : SATA AFRIQUE**

**ADRESSE :** Siège social, Burkina Faso – 435, rue 6 -13 Secteur 6 - 01 BP 3610 Ouagadougou 01 - Tel : (+226) 25 30 27 11 – mail : [infos@satafrique.com](mailto:infos@satafrique.com)

**MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DE L'OFFRE EVALUE :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DU MARCHÉ :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES**

Consultants	Évaluation technique		Évaluation financière			Évaluation combinée		Classement
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores		
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F		
Groupement STUDI INTERNATIONAL / CEFACL	90,58	72,46	1 397 585 067	46,62	9,32	81,78		4 <sup>ème</sup>
Groupement HYDRO-CO/ATELIER VOHOU ARCHITECTURE	88,93	71,14	772 000 000	84,39	16,88	88,02		2 <sup>ème</sup>
SATA AFRIQUE	88,40	70,72	651 494 475	100	20	90,72		1 <sup>er</sup>
Groupement AGE CET-BTP/KEOPS	87,00	69,90	1 090 050 000	59,77	11,95	81,55		5 <sup>ème</sup>
CABINET HIRAM	86,58	69,25	719 050 000	90,61	18,12	87,37		3 <sup>ème</sup>
Groupement ECG/ICCAT EX INTERNATIONAL	80,78	64,62	1 112 796 030	58,55	11,71	76,33		6 <sup>ème</sup>

**NB :** Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet  
Abidjan, Cocody - II Plateaux 7ème Tranche ; ilot n° 227 ; lot n° 2684  
Tél. (225) 57 65 68 53  
E-mail : [ugp.pcelfi3@gmail.com](mailto:ugp.pcelfi3@gmail.com)

# Opération "Agir pour les jeunes" Gon Coulibaly remet des chèques à 500 bénéficiaires du Hambol ce mercredi

Le Premier ministre fera des heureux parmi les jeunes à l'occasion de la visite du Chef de l'État.



toute l'étendue du territoire national. À travers ce programme d'entrepreneuriat, piloté par l'Agence emploi jeunes (Aej), le gouverne-

ment entend lutter efficacement contre le chômage des jeunes en encourageant l'auto-emploi. Les bénéficiaires du projet

reçoivent, à titre individuel, un prêt plafonné à 1 000 000 de F Cfa pour la création d'une Activité génératrice de revenus (Agr).

Pour les projets collectifs, le financement culmine à 2 500 000 de F Cfa ■

GERMAIN GABO

Les premiers bénéficiaires de l'opération « Agir pour les jeunes », lancée le 2 septembre dernier par le ministre Mamadou Touré, vont recevoir leurs chèques ce mardi 27 novembre des mains du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ce sont 500 jeunes porteurs de projets du Hambol, qui recevront leur financement, en marge de la visite d'État du Président de la République Alassane Ouattara dans

la région. Cette première vague recevra une enveloppe d'un montant de 256 410 000 F Cfa. Les autres bénéficiaires du projet, qui vise 19 500 jeunes à l'échelle nationale, percevront leur financement progressivement. Les remises de chèques se feront dans 45 villes et localités de Côte d'Ivoire. À la clôture des inscriptions pour ce programme, le 30 septembre 2019, plus de 93 000 jeunes Ivoiriens, âgés de 18 à 40 ans, ont été enregistrés sur

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna à N°CIV0044 du 17 avril 2016  
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

## AVIS DE RESULTATS

DDP N°RSP52/2018

**Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités de San-Pedro, de Daloa et d'Odienné – Lot (02)**

### I. ATTRIBUTAIRE

**NOM :** Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC

**ADRESSE :** 03 BP 2388 Fidirossé Jacquot 03 – Tel (229) 21 30 39 75

**MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

**MONTANT DE L'OFFRE EVALUE :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

**MONTANT DU MARCHÉ :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

### II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES

Consultants	Evaluation technique		Evaluation financière			Evaluation combinée	
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	Classement
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F	
Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC	89,60	71,68	757 200 000	100	20	91,68	1 <sup>ère</sup>
Groupement FACE/IDC	83,83	67,06	875 299 750	88,51	17,30	84,36	3 <sup>ème</sup>
Groupement SONED AFRIQUE CAAS /BANI	81,96	65,57	789 447 126	95,92	19,18	84,75	2 <sup>ème</sup>
Groupement CAEM/ MEMO/ DELTA INTERNATIONAL	81,55	65,24	1 376 497 699	55,05	11,01	76,25	4 <sup>ème</sup>

**NB :** Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet  
Abidjan, Cocody - Il Plateaux 7<sup>ème</sup> Tranche ; ilot n° 227 ; lot n° 2684  
Tél. (225) 57 65 68 53  
E-mail : ugp.pcelfi3@gmail.com

## Troubles de l'audition L'Oipa rassemble les 22 porteurs d'implants de Côte d'Ivoire

C'est dans une ambiance conviviale que s'est tenue, le 23 novembre à Yopougon (Abidjan), la première édition des journées familiales consacrées aux personnes porteuses d'implants cochléaires en Côte d'Ivoire. Plus connus sous l'appellation d'implants auditifs, ces appareils médicaux, une fois installés dans l'oreille via une intervention chirurgicale, améliorent nettement la perception auditive des patients. Cette rencontre a réuni les 22 enfants implantés auditifs du pays, ainsi que leurs parents. C'est une initiative de l'Organisation ivoirienne pour la parole et l'audition (Oipa). Placée sous le thème : « Mon voyage avec l'implant cochléaire », cette journée a été l'occasion pour les enfants implantés d'exprimer leur joie de vivre retrouvée. Selon l'ini-

tiateur de cette journée, le Pr Rith Pascal Adjoua, président de l'Oipa, cette rencontre visait aussi à mettre en relation les parents de ces enfants implantés, en vue de créer une plateforme de collaboration. «Après le placement de l'appareil auditif, survient la phase de rééducation et d'entretien du dispositif auditif. L'implantation peut aussi générer de nombreux problèmes, qui peuvent s'avérer complexes pour certains parents dans bien des cas. Il était important de fédérer ces parents au sein d'une organisation pour favoriser leurs partages d'expériences et les échanges d'informations», a-t-il expliqué. Aussi cette rencontre a-t-elle servi de cadre pour jeter les bases de la création d'une association des parents d'enfants implantés auditifs en Côte d'Ivoire. ■

DRAMOUS YÉTI

# Programme de formation Public-Amp 38 haut cadres de l'administration publique reçoivent leurs diplômes

La cérémonie de graduation a eu lieu samedi 23 novembre, à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau.

La deuxième promotion du Public advanced management program (Public-Amp) a été diplômée le 23 novembre, au cours d'une cérémonie de graduation à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau. C'était en présence des représentants de plusieurs ministères et de l'administration publique, parents et amis que ces cadres dont Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint du groupe Fraternité Matin, que les 38 auditeurs ont reçu leurs parchemins.

Serges Abdel Nouho s'est dit fier et heureux de mettre cet acquis au service de Fraternité Matin. A cet effet, il a indiqué : « C'est une grande fierté d'avoir franchi le pas par rapport à nos perspectives professionnelle et familiale. En ce qui me concerne, l'une des valeurs ajoutées essentielles de cette formation, sur le plan professionnel, est la conduite du changement. Nous avons appris que le changement doit se conduire avec l'implication des uns et des autres au sein de l'entreprise ».

Selon lui, à partir de ce fait, il faut intégrer les travailleurs et surtout partager la vision avec eux. Car ceux-ci doivent connaître l'orientation que les dirigeants veulent impulser à l'entreprise.

« L'on dit souvent que si tu as le meilleur chauffeur du monde et que tu ne lui indiques pas la direction à prendre, il va tourner en rond. Nous avons donc besoin dans la conduite de



Les diplômés et les dirigeants de Mde et de l'Enap ont immortalisé l'événement.. (PHOTOS : D. R)



Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint de Fraternité Matin, recevant son certificat des mains de Antoine Loth, professeur à Mde.

changer de tenir compte de ces paramètres. C'est-à-dire impliquer tout le monde et surtout partager la vision de l'entreprise pour obtenir l'engagement de tous », a-t-il exposé. Avant d'ajouter : « Nous ne cherchons pas l'obéissance des travailleurs mais leur engagement. Dans la conduite de changement dans laquelle nous sommes aujourd'hui, à Fraternité Matin, avec le plan de redressement qui est en cours et la transition dans laquelle nous nous sommes engagés, il est impératif pour nous de changer de comportement. Et de prendre en compte le fait que l'État est en train de travailler sur les objectifs à fixer à Fraternité Matin. Ceux-ci amènent l'entreprise à adop-

ter un comportement du privé, à savoir vers une gestion axée sur le résultat. C'est ce qu'il faut retenir de fondamental par rapport à ce que cette formation va apporter à Fraternité Matin ».

Auparavant, Louis Côté, le représentant de l'École nationale d'administration (Enap) du Québec, a rappelé l'importance de l'administration publique dans un État.

« L'administration publique est le premier et principal outil de tout État. Sa compétence et son dévouement sont absolument essentiels pour le développement d'une société. Pas d'État stratège qui oriente et soutient l'action de sa société sans administration publique efficace et efficiente, capable

de définir et d'appliquer de bonnes politiques et de bons programmes, et ce aux meilleurs coûts », a-t-il déclaré. S'adressant aux diplômés, le représentant de l'Enap leur a demandé de collaborer à l'édification d'une telle administration et à être ainsi les vecteurs du développement de leur pays « car à l'instar des autres pays, la Côte d'Ivoire est appe-

lée à relever des défis déterminants pour son avenir ». Le Public-Amp est né de la collaboration entre Mde Business school et l'Enap du Québec. Cette formation dispensée par ces deux écoles est destinée aux hauts Fonctionnaires qui sont emmenés à assumer un leadership et des charges à fort impact sur la société. Les compétences conférées leur

permettent de motiver et diriger leurs équipes, d'affiner leur prise de décision dans tous les domaines et d'implémenter un modèle de gestion soutenue par une stratégie bien définie et ce, sans perdre de vue l'intérêt général, le caractère humaniste de l'organisation et l'engagement au service du citoyen ■

DAVID YA

## Inclusion financière

### La Côte d'Ivoire vers un taux de 75%

Selon les données de la Banque centrale, le taux global de digitalisation des services financiers ou taux d'inclusion financière ressort en 2018, pour l'Union, à 57,1% et à 70,4% pour la Côte d'Ivoire (...) et pourrait amener le pays, dès 2020, à atteindre l'objectif de 75% au niveau de l'Uemoa ». Ces propos sont d'Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances. Le représentant du gouvernement s'exprimait le 23 novembre à l'espace Crrae-Umoa, au Plateau, à l'occasion de la foire de l'inclusion financière dont l'organisation marque la fin de la 2<sup>ème</sup> édition de la Semaine de l'inclusion financière dans l'Union économie et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Pour le ministre, « la poursuite de la dynamique en cours est poussée

notamment par les services financiers numériques qui contribuent pour 49,5% au taux d'inclusion financière de 70,4% ». En outre, Adama Coulibaly a félicité la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest pour l'organisation, de cet événement qui se tient depuis le 18 novembre, dans les huit pays membres de l'Uemoa. Le ministre a également invité les exposants à la foire à édifier les visiteurs sur les produits et opportunités disponibles, à être également à l'écoute des usagers afin de mieux cerner les nouveaux besoins, en vue d'y apporter les réponses appropriées. Le directeur national de la Bceao pour la Côte d'Ivoire, Chalouho Coulibaly, n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction face aux avancées effectuées par la Côte d'Ivoire en matière d'inclusion finan-

cière. « Le taux d'inclusion financière ressort à plus de 70% contre 57% pour l'ensemble de l'Union à fin 2018. Ce résultat peut être imputé de plus de 49%, au digital. C'est dire que le digital est en train de révolutionner l'offre des services financiers aux populations », s'est-il réjoui. C'est pourquoi, le responsable national de la Bceao a exhorté les États à accompagner la digitalisation en continuant de moderniser les paiements des services, des prestations, par des paiements digitaux. La 2<sup>e</sup> édition de la semaine de l'inclusion financière dans l'Uemoa avait pour thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : Enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». ■

EMELINE P AMANGOUA



**Magnifique terrain de 16011 m<sup>2</sup>, situé à la Riviera-M'pouto**  
Espace idéal pour un projet immobilier

✉ contact@isis-immobilier.com - 🌐 www.isis-immobilier.com  
☎ (+225) 20 33 88 13 - 56 93 33 18

# Hydraulique urbaine

## Tchagba Laurent lance les travaux du château d'eau de Bediekro

Bediekro et Kongoti, deux localités de la sous-préfecture de Daoukro, ont reçu le 23 novembre la visite du ministre de l'hydraulique, Laurent Tchagba, dans le cadre des travaux des châteaux d'eau de ces deux contrées.



Le ministre Laurent Tchagba donne le coup de pioche du lancement des travaux. (PHOTO : D.R.)

Le ministre Laurent Tchagba a donné un délai de deux mois pour la fin du château d'eau de Bediekro, localité située à une trentaine de kilomètres de Daoukro. Il s'y est rendu pour s'imprégner de la réalité des populations en matière d'approvisionnement en eau potable.

" Les travaux du château ont commencé et, pour des problèmes de trésorerie, ils se sont arrêtés. J'en ai été informé par mes services. Puis, j'ai évoqué le sujet avec le Premier ministre, qui a saisi le Président de la République, qui a donné les instructions, pour remédier rapidement à cette situation. Le Premier ministre a demandé que je vienne entretenir les parents sur le sujet et faire démarrer les travaux, afin que d'ici deux mois, l'on puisse inaugurer ce château. Le plus difficile des travaux est fait et l'entreprise sait que le travail restant est faisable en deux mois", a-t-il déclaré. Puis, il a donné le coup de pioche, pour lancer les travaux, en rappelant que Bediekro a été équipé d'un Hva, mais compte tenu du fait que la population a augmenté et qu'on dénombre quatre villages autour de cette localité, il fallait appliquer le système multi-village. Qui consiste, à partir d'un château central, à desservir les localités environnantes. Le coût des travaux est de 174 millions de F Cfa. Il s'agit, dans ce village, de transformer le système d'hydraulique villageoise améliorée (Hva), en un système d'hydraulique urbain (Hu). Car la production d'eau du Hva, qui ne desservait que Bediekro, était devenue insuffisante. Ainsi, la construction d'un châ-

teau d'eau de 50 mètres cubes sur 12 mètres avec une fourniture et pose de 5 km de canalisations, permettrait d'alimenter non seulement, Bediekro, mais également quatre villages environnants à savoir : Adjékro, Akakro et Martinkro. Les travaux avaient démarré en février 2018 et s'étaient arrêtés en mai 2018.

### Les capacités du château de Kongoti renforcées

Après Bediekro, le ministre Tchagba Laurent et sa délégation ont mis le cap sur Kongoti, distant de 10 km de Daoukro. Dans cette localité, il était question du renforcement de la production en eau potable, par l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de Daoukro à travers un raccordement. Puisque les forages existants ont tari. Le ministre Laurent Tchagba, avant le coup de pioche, a donné des précisions sur sa présence à Kongoti : " Dans ce village, nous avons réalisé un château raccordé à un forage de plus de 10 mètres cubes. Nous avons compté sur ce château d'avoir suffisamment de ressources, pour fournir de l'eau aux populations. Malheureusement, le débit a chuté à trois mètres cubes. Ce qui ne permet pas à ce château d'avoir suffisamment de ressources, pour fournir de l'eau aux populations. La solution technique que nous avons trouvée est de le raccorder au système d'adduction d'eau de Daoukro, qui est alimenté à partir du fleuve Comoé. Ceci permettra d'alimenter ce château, afin de servir de façon discontinue Kongoti, mais également les localités environnantes à savoir Assuety et Kouassijétékro, à travers le système multi-village". Le ministre de l'hydrau-

lique a signifié aux populations, que l'on ne sera plus dans un système de branchement, pour

avoir de l'eau. Il les a sensibilisés dans ce sens, en les rassurant qu'un appui sera prévu par l'Etat, pour les branche-

ments sociaux. Tendregou Sini, responsable technique de l'entreprise en charge des travaux, dira que ceux-ci s'achèveront

dans un délai de 3 mois, pour un coût environnant les 80 millions de F Cfa. ■

EDGAR YEBOUÉ

## APPEL A MANIFESTATION D'INTERET



Dans le cadre de l'optimisation de son patrimoine immobilier, NESTLÉ CÔTE D'IVOIRE met en vente, par l'intermédiaire de CBRE Excellerate, son siège sis à rue du lycée technique à Cocody

### 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

CBRE EXCELLERATE CI BP 779 CIDEX 03

### 2. OBJET

Vente du siège Nestlé d'une surface utile brut de 2 215 m<sup>2</sup> sur son terrain d'assise d'une superficie de 8 027 m<sup>2</sup> enregistré sous les titres fonciers N° 1271, N° 1149, N° 1024 du livre foncier de Bingerville/Cocody.

### 3. PROCEDURE

1

#### PHASE 1 : EXPRESSION D'INTÉRÊT ET VISITE DE SITE

Les personnes ou entreprises sont priées de contacter l'entreprise CBRE Excellerate au: (+225) 51 99 20 20 info@cbreexcellerate.com

Pour manifester leur intérêt et prendre rendez-vous pour la visite de site.

Les visites de site auront lieu, les Samedis 12, 26 Octobre, et 09, 16, 23 Novembre, 2019

2

#### PHASE 2 : DÉPÔT DE CANDIDATURE

Les candidats désireux de faire une proposition d'achat seront invités à le faire uniquement à l'adresse suivante:

offre@cbreexcellerate.com

#### En mentionnant:

- Nom de la personne morale ou physique
- Adresse
- Montant de l'offre
- Mode de paiement

Objet Ref: Offre Cocody Siege

La date de limite de transmission des offres d'achat est fixée à: Vendredi 29 Novembre 2019

3

#### PHASE 3 : PROCESSUS DE SÉLECTION

Un second appel d'offre sera organisé pour les candidatures retenues.

CBRE Excellerate contactera les soumissionnaires sélectionnés ultérieurement

### 4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu du Lundi au Vendredi de 9h à 15h au numéro: (+225) 51 99 20 20



CBRE | EXCELLERATE

# Visite d'État dans la région du Hambol du 27 au 30 novembre Tafiré mobilisée pour accueillir Alassane Ouattara dans la ferveur

Le Président de la République fera une escale dans la ville du maire Soukalo Coulibaly dit Charles Sanga.

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, séjournera dans la région du Hambol, du 27 au 30 novembre. Dans le programme officiel établi par le Protocole d'État, Tafiré n'abritera pas de meeting comme prévu dans les trois départements qui composent la région du Hambol. Cependant, cette commune aura le privilège de voir arriver sur ses terres le Chef de l'État.

Il se trouve que le Chef de l'État, tout juste après le meeting au stade Nanlo Bamba de Niakara, se rendra à Tafiré pour un déjeuner à la résidence privée de Tiémoko Meyliet Koné, Gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (Bocao). Ce qui représente un double défi pour le sous-préfet de Tafiré, Casimir Briko Yohou. A savoir, réussir d'une part la mobilisation des populations à Dabakala pour le meeting et d'autre part, avoir du beau monde sur place pour qu'au passage du cortège présidentiel à Tafiré, les abords des voies soient noirs de monde pour acclamer chaleureusement l'illustre hôte.

Dans tous les cas, Casimir Briko Yohou affiche une sérénité certaine, pour mieux appréhender les contours de ce double défi. Avec son cabinet, il peaufine les bonnes stratégies pour pouvoir les relever. D'ailleurs, il dit se conformer aux instructions données par sa hiérarchie puisque c'est le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation qui est le président du comité d'organisation de ces visites d'État. « Ce qui est sûr, nous sommes à pied d'œuvre pour



La ville de Tafiré présente un nouveau visage. C'est désormais une cité coquette et attrayante. (PHS : PORO DAGNOGO)

que ce qui nous a été confié soit bien fait », déclare-t-il. Pour lui, une visite d'État suppose que l'on connaisse les attentes des populations, d'une part et d'autre part, c'est l'occasion pour ces populations de magnifier le Chef de l'État pour les actions de développement qui ont été posées pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

### Les attentes des populations

Selon donc le sous-préfet de Tafiré, les attentes des populations qui sont placées sous sa responsabilité sont nombreuses. Il tient à relever qu'à Tafiré, un gros souci au niveau de l'approvisionnement des ménages en eau potable se posait. Heureusement, dit-il, il

y a eu la construction d'un château d'eau dans la partie nord de la ville qui a été inauguré, il y a quelques mois par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. « Malheureusement, depuis quelque temps, il y a des soucis techniques qui font que l'eau a du mal à arriver dans les robinets. Les techniciens de l'Office national de l'eau potable sont à pied d'œuvre pour rétablir la situation », rassure-t-il.

Autres difficultés auxquelles sont confrontées les populations : le mauvais état des routes. Avec la réhabilitation de la route nationale 3, Casimir Yohou affirme que les populations souhaitent le bitumage de certaines voies secondaires à l'intérieur de la commune, ainsi que le reprofi-

lage des routes qui relient le chef de lieu de la sous-préfecture aux villages alentours. Notre interlocuteur révèle que dans le domaine éducatif, il se trouve que le plus grand établissement de Tafiré qui porte le prestigieux nom de l'une des personnalités de la Côte d'Ivoire les plus respectées, à savoir Henriette Dagri Diabaté, n'a pas de clôture. « Il se pose un gros problème de sécurité pour nos enfants », déplore-t-il. Tout en souhaitant son extension. « Le lycée est surpeuplé. C'est maintenant que les sous-préfectures de Badikaha et de Niédiékaha vont bénéficier de collèges de proximité. Sinon les élèves en provenance de ces deux grandes localités étaient affectés dans ce lycée », justifie-t-il.

En ce qui concerne le secteur de la formation professionnelle, les populations souhaitent vivement sa transformation en un véritable lycée professionnel avec les infrastructures adéquates. « Et pourquoi pas bénéficier, à la longue, de la création d'un lycée agricole ? », propose-t-il. Ainsi, au nom des populations, il a émis le vœu de la construction d'écoles maternelles. « C'est vrai que dans les villages, il y a des écoles. Malheureusement, les tout-petits sont laissés-pour-compte. L'existence de ces écoles maternelles pourra contribuer au relèvement du taux de scolarité dans ces localités », se convainc-il.

Le sous-préfet révèle que dans le domaine de la santé, Tafiré

a eu la chance d'avoir au sein de son centre de santé un bloc opératoire, un pavillon d'hospitalisation et une buanderie. Aussi, révèle-t-il, un bâtiment a même été réhabilité pour servir de pharmacie. « Tous ces bâtiments ne sont, jusque-là, pas encore équipés. Nous souhaitons que cela se fasse pour qu'ils soient enfin fonctionnels pour le bonheur des populations », lance-t-il.

Il indique aussi que l'ambulance est en panne depuis belle lurette avant de souhaiter la construction d'une morgue au sein du centre de santé.

### Les préoccupations des femmes et des jeunes

Quant aux préoccupations des jeunes et des femmes, le sous-préfet les résume à leur autonomisation par la mise sur pied de micro-crédits. « Les femmes et les jeunes entreprennent dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'élevage. Il leur faut de l'argent pour booster leurs activités. De telles structures avec une souplesse dans le financement seraient une aubaine pour eux », affirme-t-il. Et fonde beaucoup d'espoir sur la jeunesse avec l'ouverture d'un bureau de l'Agence emploi jeune qui prendra en compte les jeunes dont l'âge varie de 18 à 40 ans. La visite d'État du Président de la République est un événement majeur. Tout en priant Dieu pour que tout se passe bien, Casimir Yohou lance un appel à la mobilisation générale. Comme on le voit, Tafiré est déjà dans la ferveur de la fête.

CHARLES KAZONY  
(ENVOYÉ SPECIAL  
DANS LE HAMBOL)

## Propos recueillis

**Pingué Ouattara, secrétaire à la mairie de Tafiré**  
« L'arrivée du Chef de l'État est très attendue »

« Vous ne pouvez imaginer l'effet que cela nous a fait lorsqu'enfin, nous avons appris l'arrivée du Président de la République dans notre région. Son arrivée était très attendue par les populations. Nous pouvons vous dire que la population est mobilisée et excitée pour l'accueillir. Et nous les femmes, nous comptons marquer notre présence. Des réunions de mobilisation se tiennent régulièrement. Les femmes de Tafiré seront en grand nombre au meeting de Niakara. Notre maire s'y attèle. C'est avec joie que les femmes l'attendent avec le



secrèt espoir qu'il fera un bref passage chez nous à Tafiré. Nous espérons qu'avec l'arrivée du Chef de l'État et de son épouse, les femmes auront à bénéficier de fonds. Ces femmes courageuses sont dans le commerce, l'agriculture, l'élevage, etc. »

**Afiatou Ouattara, intendante du lycée Henriette Dagri Diabaté de Tafiré**  
« Le Hambol est fier d'accueillir le Président Ouattara »

Depuis que le Président de la République est allé en visite dans presque toutes les autres régions, le Hambol, fier d'accueillir le Chef de l'État, Alassane Ouattara, attendait impatiemment son tour. La rencontre que les femmes auront avec la Première dame, Dominique Ouattara, est importante. C'est la rencontre de tous les espoirs. Des réunions se tiennent pour harmoniser tout cela et sonner la mobilisation. J'ai personnellement assisté à plusieurs réunions. Les femmes de Tafiré attendent



beaucoup du couple présidentiel.

**Abdoulaye Konaté, Agent de Sucaat de Ferké, à la retraite**  
« Je souhaite un bon séjour au Président Ouattara »

« Nous sommes ravis de recevoir bientôt le Chef de l'État. Surtout que son arrivée peut favoriser la réconciliation entre les fils et filles de Dabakala. Car la politique a divisé les gens ici. Ce qui est un frein pour le développement harmonieux de notre localité. Plutôt que de parler de nos attentes, je voudrais témoigner sur nos acquis en faisant un clin d'œil à notre jeune et dynamique maire, Charles Sanga, qui se bat beaucoup pour apporter le développement à Tafiré. Grâce à ses relations au plus haut sommet de l'État, Tafiré



se bâtit tout doucement. Mais c'est avec la détermination et la contribution de chacun que Tafiré pourra sortir de sa torpeur. Je souhaite une très bonne arrivée au Président de la République et un bon séjour dans la région du Hambol »

PROPOS RECUEILLIS  
PAR CHARLES KAZONY

# • Tafiré, une ville qui aspire au progrès

**H**ier, gros bourg, la ville de Tafiré, distante de 50 km de Niakara, son chef-lieu de département, aspire à devenir émergente. Ce qui frappe à Tafiré, c'est d'abord la route internationale bien réhabilitée, qui la scinde en deux. C'est aussi, les logements sociaux qui sont, à l'entrée de la ville, en provenance de Niakaramandougou. A quelques encablures de là, il y a l'hôtel de ville, un bâtiment dont l'architecture magnifique contribue au charme de Tafiré. Tous ces éléments donnent, à la ville, à n'en point douter, l'allure d'une cité coquette. « *Tafiré, aujourd'hui, est une ville ouverte, accueillante. Tout le monde est engagé pour son développement* », révèle Charly Lobé, secrétaire général de la mairie qui nous a reçus, en l'absence du maire. Pour notre interlocuteur, l'avenir de Tafiré est radieux : « *Tafiré, demain, sera encore meilleure. Nous sommes en pleine émergence grâce à l'Etat de Côte d'Ivoire, des élus locaux et des cadres. C'est une ville coquette. Ici, les cadres s'entendent et participent au développement de leur localité* », soutient-il, avec optimisme. C'est le lieu de rappeler que Tafiré fut une ville glorieuse, au temps colonial. Quelques faits l'attestent bien : le chemin de fer ou la régie Abidjan-Niger (Ran). L'on se souvient que Tafiré était le deuxième dépôt d'entretien des trains et de tout le matériel roulant ferroviaire, après celui d'Abidjan, et avant ceux de Bouaké (Côte d'Ivoire) et de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Il est important de rappeler aussi qu'en raison de ces infrastructures adaptées, c'est au dépôt de Tafiré que les locomotives pouvaient faire demi-



L'hôtel de ville, un bâtiment flambant neuf qui fait la fierté des populations. (FHS : PORO DAGNOGO)

tour, entre Bouaké et Bobo-Dioulasso, en cas de besoin. Il y avait une usine appelée Dechaneau, à Badikaha, spécialisée dans la fabrication des sacs en fibres de sisal destinés à l'exportation. Tous les anciens reconnaissent que la matière première était produite sur place dans de grandes et vastes plantations créées à Badikaha. Tafiré, une ville historique. En 1920 déjà, il y avait le lotissement d'un quartier résidentiel avec de grands lots de 3000 m<sup>2</sup>, non loin de la gare de train. Ce fut, certainement, le signe du boom économique. L'école primaire publique fut ouverte en 1944 à Tafiré. Et un autre

fait marquant, le bitumage en 1956, de la traversée de Tafiré, sur l'axe routier Mali et Burkina.

**Période de difficultés**  
Tafiré a connu, après des difficultés, un déclin. Les causes sont nombreuses. On peut citer, péle-mêle, la délocalisation et le transfert du dépôt Ran de Tafiré à Ferkessedougou. Ce qui a occasionné le départ des grands commerces dont Cfao, l'exode massif des populations et la disparition de certains quartiers huppés : quartier Ran, Baoulébougou, par exemple. Il y a eu également l'arrêt de programmes qualifiés de promoteurs du projet Soja à Badi-

kaha dont les locaux administratifs et les silos avaient été déjà construits. On peut parler aussi de l'abandon, dans la brousaille, de plusieurs villas somptueuses à Badikaha.

### La ville renaît

Aujourd'hui, Tafiré a des atouts pour rebondir. Outre la route internationale qui mène au Burkina Faso, Mali, Niger et qui traverse la ville, la voie ferrée allant d'Abidjan au Burkina Faso, passe par Tafiré. D'un accès facile, Tafiré est devenue un marché régional qui draine du monde les samedis et dimanches. La Sucaf, l'ex-Sodesucre, contribue à cette effervescence.

Côté économique, Tafiré a une population laborieuse qui récolte, tous les ans, des quanti-

tés considérables de vivriers : riz, maïs, igname, arachide, sorgho, patate, manioc et mil. Outre les cultures vivrières, les cultures maraichères sont pratiquées : oignons, tomate, aubergine, piment, etc. La sous-préfecture de Tafiré dispose aussi de plantations d'anacardiers, de manguiers et de citronniers. Autres caractéristiques de Tafiré : le nombre assez élevé de cadres de haut niveau. On y compte des professeurs, des juristes, des ingénieurs de toutes spécialités, des médecins, des banquiers... et des journalistes dont le maire actuel. Ce conglomérat d'intelligentsia ne donne-t-il pas lieu à des joutes oratoires, à des querelles de personnes, à des conflits de leadership ? « L'entente entre les cadres, d'une part, et entre cadres et populations, d'autre part, constitue un modèle qui doit inspirer d'autres villes », déclare le secrétaire général de la mairie, Charly Lobé. Celui-ci soutient que Tafiré est positionnée sur l'orbite du progrès, parce qu'elle vit, aujourd'hui ■

EMMANUEL KOUASSI  
(ENVOYÉ SPECIAL À TAFIRÉ)

## Les actions et projets du maire



L'équipe municipale, dirigée par Soukalo Coulibaly dit Charles Sanga, ne manque pas d'ambitions pour la commune. D'un coût global de plus de 734 millions de francs Cfa, les opérations prévues au programme triennal 2020-2022 sont au nombre de 33. Parmi celles-ci, la réhabilitation de l'abattoir municipal et des logements sociaux à Tiéléta-kaha, l'aménagement d'un espace de loisir, l'équipement du centre de santé urbain de Tafiré et celui de N'Golodougou en matériel biomédical, médical et d'entretien. Sans

oublier la construction de cantines scolaires et des salles de classe dans plusieurs écoles. A côté des opérations, il est prévu des actions déterminées par ordre de priorité. A savoir, entre autres, l'octroi de la subvention à la jeunesse communale, à l'union des femmes de Tafiré et au Groupe de Médiation et de Prévention des conflits de ladite ville. Tous ces projets, une fois réalisés, donneront un nouveau souffle à la commune de Tafiré ■

E. KOUASSI



Le centre de santé urbain a besoin de clôture et d'ambulances.

Technologies de l'information et de la communication

Mamadou Sanogo: « Une bonne maîtrise des flux des communicateurs peut permettre de capter plus de 200 milliards de FCfa supplémentaires pour l'État »



Le ministre de l'Économie numérique et de la Poste a fait un brillant exposé devant les Sénateurs. (PHOTO : D.R)

Le secteur des télécommunications connaît, depuis plusieurs années, une rapide expansion marquée par une forte diversité de ses activités et un accroissement continu de ses utilisateurs. Il en résulte pour les services de l'administration en charge de ce secteur des difficultés à suivre le rythme de cette évolution, notamment en termes d'adaptation des méthodes classiques de régulation et de contrôle. Eu égard à l'insuffisance de moyens dont disposent ces services pour mener à bien leur mission. C'est donc pour corriger ces insuffisances que le ministre Mamadou Sanogo, en charge de la Poste et de l'Économie numérique, était, le 19 novembre, face aux sénateurs membres de la Commis-

sion de la recherche, de la science, de la technologie et de l'environnement (Crste). L'émissaire du gouvernement a présenté le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2019-495 du 12 juin 2019, portant institution d'un dispositif de contrôle des flux de communication électronique des entreprises de télécommunications. Aux sénateurs membres de la Crste, Mamadou Sanogo a expliqué que « ce projet de loi vient corriger ces insuffisances, en instituant un nouveau mécanisme de contrôle des flux de communications électroniques prenant en compte les récentes évolutions du secteur ». Avant de préciser que « l'ordonnance tient également compte des dispositions relatives au secret professionnel, à la pro-

tection des données à caractère personnel et à leur confidentialité. En même temps qu'elle renforce les garanties des droits des opérateurs concernés, en instituant un mécanisme de recours en leur faveur ».

Le secteur des télécommunications enregistre d'importants chiffres d'affaires. À titre d'exemple, le ministre a révélé que pour l'exercice 2017, il a capté plus de 1037 milliards de FCfa, contre 1032 milliards au titre de 2018.

« Une bonne maîtrise des flux peut permettre d'enregistrer plus de 200 milliards supplémentaires pour l'État, chaque année. Et de réaliser un peu plus d'infrastructures sociales au profit des populations », relève Mamadou Sanogo.

Face à ces importants enjeux, les sénateurs ont voté, à l'unanimité des membres de ladite commission, le projet de loi. ■

NDR I CELESTIN

Prévention et gestion des catastrophes

Exports d'Afrique de l'Ouest et du Centre partagent leurs expériences à Abidjan

Le ministre de la Ville, Albert François Amichia, a réaffirmé, hier, l'engagement du gouvernement à travailler davantage dans le sens de la prévention des catastrophes. Il s'est exprimé à la cérémonie d'ouverture de la 1ère Conférence régionale Understanding Risk Afrique de l'Ouest et du Centre au Latrille Events à Cocody-les-Plâteaux où il représentait son homologue Anne Désirée Ouloto en charge de l'Assainissement et de la Salubrité. « C'est conscient de l'importance de la prévention des catastrophes que le gouvernement ivoirien n'a pas lésiné sur les moyens pour entreprendre des travaux d'hercule. Nous pensons que les participants auront l'occasion de visiter les zones assainies et en cours d'assainissement », a-t-il déclaré. Il a souligné la justesse du thème de la conférence - « Capital humain et innovations technologiques, moteurs de la résilience » - Et a indiqué que « la question

de prévention et de gestion des catastrophes interpelle à tous les niveaux, d'autant plus que la vulnérabilité de nos territoires est constamment mise à rude épreuve ». Surtout que les catastrophes ont entraîné la mort de plus de 1,3 milliard de personnes ces vingt dernières années, selon l'Onu. Et 500 millions d'autres sont exposées à ces risques selon l'institution. Le ministre de la Ville n'a pas manqué d'exprimer le satisfecit du gouvernement quant au choix de la Banque mondiale et de l'Union européenne (Ue) porté sur la Côte d'Ivoire pour abriter l'évènement. Pour sa part, Jobst von Kirchmann, chef de la délégation de l'Ue en Côte d'Ivoire, a invité à des échanges approfondis et des recommandations concrètes qui pourraient se transformer en actions, d'autant plus que la situation des personnes exposées est de plus en plus grave. Il a relevé que « les trois quarts de la population en Afrique de l'Ouest ont été

exposés à des risques liés à des phénomènes météorologiques extrêmes durant les trois dernières décennies ». Le diplomate a montré l'intérêt pour l'Ue de disposer de données et de solutions pratiques pour prévenir et gérer les situations de catastrophe dans le cadre de son partenariat avec le continent. « Les changements climatiques, c'est le sujet n°1 à l'Ue », a-t-il fait savoir. C'est pourquoi, il a souhaité une implication plus poussée des nouvelles technologies dans lesquelles il faut davantage investir. L'Afrique davantage exposée

Quant à Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale dans plusieurs pays ouest-africains dont la Côte d'Ivoire, elle s'est félicitée de l'engagement suscité par la rencontre. Elle a exprimé sa gratitude à l'ensemble des participants soucieux de comprendre les risques de catastrophe. Parce qu'au-delà de la Côte d'Ivoire, ce sont plus de 2 millions de personnes qui ont été déjà affectées par les inondations en 2019 dont 500 mille obligées de quitter leurs foyers, selon Coralie Gevers. La directrice des opérations de la Banque mondiale a également indiqué que depuis 1970, ce sont 2500 catastrophes qui ont fait plus d'un millions de morts en Afrique et des dommages estimés à plus de 17 600 milliards de FCfa (32 milliards de dollars), correspondant à huit années de recettes d'un pays comme le Sénégal. Outre le millier de participants dont des centaines d'experts venus de par le monde, la rencontre a mobilisé des gouvernements dont ceux du Niger et de la République démocratique du Congo représentés respectivement par Ibrahim Guimba, ministre-conseiller du Chef de l'État nigérian et Robert Luzolano, ministre provincial de Kinshasa. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Union - Discipline - Travail  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

**ENQUETE PUBLIQUE A PACOBO**

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET D'EXPLOITATION DE DEUX CARRIERES DE PYROCLASTE A SINGROBO DANS LA SOUS-PREFECTURE DE PACOBO (DEPARTEMENT DE TAABO), présenté par la société CIMAF, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la SOUS-PREFECTURE DE PACOBO pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
**Mme Madeleine Sopi ACKO**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Union - Discipline - Travail  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

**ENQUETE PUBLIQUE A KATIOLA**

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION D'ANACARDE A KATIOLA, présenté par la société AFRICA MOTHER NEEDS, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la PREFECTURE DE KATIOLA pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
**Madame Madeleine Sopi ACKO**

# L'agence veut adapter la gestion de son personnel à son statut international

Une session extraordinaire de l'organe de dialogue social de l'Asecna se tient du 18 au 23 novembre, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam.

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) tient, depuis mardi, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam, une session extraordinaire de son Organe communautaire de concertation et de négociation (Ocn). Une session d'une semaine à laquelle prend part une centaine de plénipotentiaires dudit organe de dialogue social, représentant les 18 Etats membres de l'agence.

C'est l'occasion pour la direction générale de partager avec l'ensemble du corps social les réformes sociales envisagées, en conformité avec le statut international de l'institution obtenu en 2010. En effet, l'Asecna, dans son ambition d'être une agence de référence internationale, a été dotée d'un statut international, et a donc décidé d'optimiser sa gestion notamment en ce



Les 18 Etats membres de l'agence sont représentés à la réunion qui prend fin samedi. (PHOTO DPH)

qui concerne le personnel. « La situation du personnel doit s'adapter à ce statut international. Il y a quelques années, l'agence a arrêté un statut unique du personnel dans ses 18 Etats membres. Il est question aujourd'hui de

moderniser ce statut unique. C'est-à-dire faire en sorte que le personnel de l'Asecna acquiert un statut international à l'instar des grandes institutions internationales et qu'il y ait une juste répartition des revenus de l'agence. Nous

sommes donc ici à Abidjan pour trouver un consensus entre tous les Etats membres sur les nouveaux textes de gestion et de rémunération du personnel », a expliqué le directeur général de l'Asecna, le Nigérien Mohamed Mous-

sa, à l'ouverture de la session. Le système de gestion et de rémunération du personnel de l'Asecna est donc en passe d'aller d'un système national à un système communautaire, détaché complètement des réglementations nationales. C'est le défi qui doit être relevé à Grand-Bassam. Pour le directeur de cabinet du ministère des Transports, Ahmed Diomandé, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, « il faut assurer la pérennité de l'Asecna en optimisant sa gestion ». Et le dialogue social doit être de mise dans cette démarche.

En ce qui concerne le système de rémunération des agents de l'Asecna, il est à ce jour basé sur les diplômes. L'objectif aujourd'hui pour la direction de l'agence, comme l'a expliqué Moustapha Abani, président du bureau du collectif des représentants des travailleurs de l'Asecna,

c'est de le faire migrer vers un autre système basé sur le poste. « Nous avons décidé de passer à un système basé sur la contribution de chaque poste aux résultats de l'agence et non plus sur les diplômes. Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce chantier. Plusieurs réunions se sont tenues au cours desquelles nous avons bien conçu et développé cette idée. Aujourd'hui, c'est la réunion ultime au terme de laquelle sera validé le nouveau système », a-t-il expliqué.

L'Asecna fêtera, le 12 décembre, ses 60 ans d'existence. La vision de ses dirigeants est de faire adhérer tous les pays africains. Mais également de doter l'agence des instruments technologiques les plus performants pour assurer la sécurité de la navigation aérienne sur le continent ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



## AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

ANDE

### COMMUNIQUE

#### AGREMENT DES BUREAUX D'ETUDES ET CONSULTANTS INDEPENDANTS EN EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) informe les Bureaux d'Etudes et Consultants Indépendants en Evaluation Environnementale que les dossiers de Demande et de Renouvellement d'agrément sont reçus du **Lundi 02 Décembre au Mercredi 18 Décembre 2019**.

La liste des pièces constitutives du dossier de candidature est à retirer au siège de l'Agence sis à **Cocody, Angré 8<sup>e</sup> Tranche, Carrefour "Prière"**.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez nous joindre aux contacts suivants :

Tél : (+225) 22 46 75 90 / (+225) 22 54 83 30  
Email : [andecotedivoire@gmail.com](mailto:andecotedivoire@gmail.com)

**ANDE, GUICHET UNIQUE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE**

**LA DIRECTRICE  
Madame Madeleine Sopi ACKO**

Après l'adoption du projet de budget-programmes 2020

# Les députés de l'opposition demandent un standing ovation pour Moussa Sanogo

Au terme de trois jours de discussion, les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale ont adopté le projet de loi de finance 2020, dans la nuit du 21 au 22 novembre.

Le premier projet de budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire a été bien bâti et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, qui en est la cheville ouvrière, s'est montré brillant tout le long du processus. Ces compliments ne sont pas à prendre à la légère, puisqu'elles viennent des députés de l'opposition. Pendant les trois jours de travaux, les groupes parlementaires de l'opposition (Pdc, Rassemblement et Vox Populis) ont exécuté une consigne stricte qui était de voter l'abstention. En effet, après une séance marathon qui a démarré le 21 novembre à 10h pour s'achever le 22 novembre à 3h 40 minutes, par le vote du projet de loi de finances 2020, à la majorité des députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale, le député Gauzé Sépé, issu du Pdc-Rda, a adressé les félicitations et les encouragements de l'opposition au ministre Moussa Sanogo pour le travail abattu. « Des

gens nous diront : mais vous n'avez pas voté le budget qu'il a présenté. Ce n'est pas la qualité de son travail qui est en cause, mais c'est le jeu de la démocratie. Je dis au ministre : le travail est bien fait, qu'il sache que nous sommes avec lui », a-t-il déclaré, avant de demander un standing ovation pour le ministre du Budget. Tous les députés présents à l'hémicycle l'ont suivi en accordant, debout, des ovations nourries. Emu, mais pas surpris, le ministre Moussa Sanogo a salué, à la fin de la session, l'esprit républicain qui a prévalu tout le long des trois jours de discussion. Il a particulièrement exprimé sa satisfaction pour la qualité des échanges qui, nonobstant les difficultés liées à ce genre de processus, participe du renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance. « J'ai été heureux de participer à un bel exercice. Tous autant que nous sommes avons écrit un bout de l'histoire de la Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Auparavant, Moussa Sanogo a défini dans l'exposé des motifs le contexte dans lequel cette loi de Finances a



Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a démontré la solidité de l'économie ivoirienne face aux députés de la Caef. (PH: DR)

été élaborée. Il a notamment indiqué que l'environnement socio-politique demeure favorable, à travers la mise en œuvre progressive des dispositions visant un déroulement paisible des élections de 2020. « La consolidation du dynamisme de l'activité économique et son caractère

inclusif se poursuit avec la réalisation de grands projets publics tels qu'inscrits dans le Plan national de développement (Pnd) 2016-2020, la mise en œuvre du Programme social du gouvernement (PsGouv) 2019-2020 qui entre dans sa dernière année d'exécution et l'amélioration

continue du climat des affaires », a-t-il poursuivi. Tiré par l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier les secteurs tertiaires (8,9% de progression), secondaire (9,9% d'augmentation) dont les contributions à la croissance sont estimées respectivement à 3,4% et 2,2%, l'augmentation de la richesse du pays devrait s'établir à 7,3% en 2020, loin devant la croissance de l'Économie mondiale qui ressortirait à 3,5%. Au total, les principales hypothèses soutenant les projections du projet de budget 2020 qui s'équilibre en ressources et en charges à 8061 milliards FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget de 2019, font ressortir notamment un taux de croissance du Pib prévu à 7,3% ; le cours moyen du pétrole brut attendu à 57,9 dollars us en 2020 ; le cours du cacao sur le marché international projeté à 2,4 dollars Us/kg en 2020 contre 1,8 dollar Us/kg en 2019 ; une bonne tenue de la demande tirée par le dynamisme des investissements (+ 13,9%) et la consolidation de la consommation

finale des ménages à +4,8%. La loi de Finances 2020 se caractérise par le basculement au budget-programmes, qui matérialise la mise en œuvre effective de la deuxième génération des réformes dans la gestion des finances publiques, initiées par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Cette méthode privilégie une approche de budgétisation programmatique à moyen terme, associée à des objectifs de résultats assortis d'un cadre de référence pour leur évaluation. Le Budget-programmes exige aussi que les titulaires des postes ministériels se présentent devant les parlementaires pour expliquer leurs programmes et justifier les crédits ouverts pour les financer. Cette étape d'analyse sectorielle du projet de budget a précédé sa présentation dans sa globalité par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

2<sup>e</sup> édition de la semaine de l'inclusion financière

## La Bceao sensibilise les populations

L'éducation financière permet aux populations les plus vulnérables d'être mieux outillées pour adhérer aux services financiers, opérer des choix éclairés et maîtriser la gestion de l'épargne. Elle renforce donc la confiance des consommateurs dans le système bancaire. Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly, a fait cette déclaration, le 22 novembre, à l'espace Crrae-Uemoa au Plateau, à l'occasion de la session de sensibilisation à l'éducation financière et la protection des consommateurs. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière tenue du 18 au 23

novembre, à Abidjan. Autour du thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». Organisée par la Bceao, cette session permet à l'institution financière sous-régionale, selon le directeur national, d'aborder les risques liés à l'utilisation des services financiers numériques et les mécanismes visant à les maîtriser pour la protection des consommateurs. Chalouho Coulibaly fait remarquer que les autorités monétaires, conscientes des enjeux de l'éducation financière, ont inscrit cette thématique dans la stratégie régionale d'inclusion financière des États membres de l'Uemoa. Ce, en vue de permettre l'accès permanent des populations



Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly. (PH: DR)

rurales, des femmes, des jeunes et des Pme à une diversité de produits financiers à des coûts abordables. « Toutefois, au regard de l'émergence du numérique qui pose le problème de la

sécurisation des transactions et la protection des données personnelles, des mécanismes modernes de protection des consommateurs des services financiers doivent être mis en place pour assu-

rer une relation transparente entre les professionnels et les acteurs desdits services ; afin de renforcer la crédibilité et la proximité du secteur financier avec la population », a-t-il préconisé devant un parterre d'invités constitués d'organisations de consommateurs, d'étudiants et d'acteurs du système financier. Le responsable national de la Bceao estime que l'atteinte des objectifs de la stratégie régionale de l'inclusion financière passe nécessairement par la capacité des consommateurs à utiliser de manière adéquate et efficace les services financiers et par le renforcement de leurs connaissances en matière financière. Le représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Fanny Siaka, a, pour sa part, souligné que l'édu-

cation financière joue un rôle important dans le changement de comportement des populations vis-à-vis des produits financiers en vue de leur permettre de mieux gérer leurs ressources et d'être moins victimes des arnaques. L'émissaire d'Adama Coulibaly précise qu'en Côte d'Ivoire, l'éducation financière est une composante importante dans la stratégie nationale de l'inclusion financière. « Sur le plan national, depuis 2012, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle met en œuvre un programme d'éducation financière orienté vers le monde éducatif », a soutenu Fanny Siaka. ■

ÉMÉLINE P. AMANGOUA

Revue conjointe du Programme de coopération CI-Pnud 2017-2020

**Nialé Kaba : «Le Pnud a accompagné le développement de 38 projets pour environ 30,5 milliards de Fcfa mobilisés»**

Toutes les parties prenantes vont passer en revue les progrès vers l'atteinte des résultats des interventions, tirer les leçons et définir les perspectives pour le succès du futur programme 2021-2024.

La Côte d'Ivoire et son partenaire, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ont entamé, depuis le 21 novembre à l'hôtel Président de Yamoussoukro, la revue conjointe de leur programme de coopération sur la période 2017-2020.

Nialé Kaba, ministre du Plan et du développement, qui a ouvert les travaux, a expliqué d'entrée que cette revue conjointe est un exercice opportun parce qu'elle se situe à l'échéance du cadre référentiel national qui est le second Plan national de développement (Pnud 2016-2020).

La ministre Nialé Kaba a rappelé que la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Pnud date de 1993, date à laquelle elle a requis l'assistance de l'institution.

Depuis cette date, l'appui à la Côte d'Ivoire se fait sur la base d'un cadre de coopération qui est le Programme pays.

Aux parties prenantes à cette revue, elle a expliqué, en outre, que depuis 2011, la Côte d'Ivoire a renoué avec la Planification stratégique sous l'égide du Président Alassane Ouattara. À cet effet, le Cpd s'aligne désormais sur les priorités contenues dans les Pnud dont le pays s'est doté. Pour la période 2017-2020, objet de la présente revue conjointe, les deux parties, selon la ministre Nialé Kaba, ont convenu d'orienter les actions de développement sur deux piliers : la gouvernance et le développement inclusif et durable.



Photo de famille des participants au séminaire. (Ph : DR)

À titre de bilan, elle a révélé que sur la période 2016-2019, le Pnud a accompagné le développement de 38 projets pour un montant total de 52,1 millions de dollars (environ 30,5 milliards de Fcfa) mobilisés. Après avoir exprimé la gratitude du gouvernement pour la confiance sans cesse renouvelée en la politique du Président Alassane Ouattara, Nialé Kaba a rappelé que depuis 2012, le Pnud contribue de façon significative à la mise en œuvre des Pnd 2012-2015 et 2016-2020, a-t-elle souligné avant de rappeler quelques-unes de ces performances.

Il s'agit de la dynamique de la croissance forte et soutenue de 8,5% en moyenne par an. Taux bien supérieur à la moyenne de l'Afrique sub-

saharienne qui est de 3,6% et qui se situe parmi les plus élevés dans le monde. Il s'agit de la maîtrise de l'inflation à 0,4%, en dessous du plafond de la norme communautaire de l'Uemoa qui s'établit à 3%, auxquels s'ajoutent des déficits budgétaires et courants contenus respectivement à 4% et 4,7% du Pib, ainsi qu'une progression du Pib réel par habitant de plus de 7% en moyenne annuelle, soit une évolution globale de 46,5%.

Nialé Kaba a tenu à souligner que cette performance a permis au gouvernement de conduire plusieurs projets de développement au profit des populations et d'améliorer de façon significative leurs accès aux infrastructures sociales de base. Pour la

ministre Nialé Kaba donc, la revue conjointe en cours est un cadre idéal pour le gouvernement, le Pnud et toutes les autres parties prenantes pour faire le point sur l'état d'avancement du programme. Il permettra également d'identifier les obstacles qui entravent sa mise en œuvre et de s'accorder sur les mesures correctives ainsi que les chan-

gements nécessaires pour le renforcement de l'efficacité et de l'efficience du futur cadre de coopération 2021-2024. ■

N'DRI CÉLESTIN

**2<sup>e</sup> Forum de l'efficacité énergétique La construction durable proposée**

La seconde édition du Forum ivoirien de l'efficacité énergétique s'est ouverte, le 21 novembre, à l'espace Cggrae-Uemoa du Plateau, à l'initiative de la Commission énergie, qualité, hygiène, sécurité et environnement (E-Qhse) de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci).

Cette année, un point d'honneur a été mis sur la construction durable. En effet, les conditions pour doter la Côte d'Ivoire de constructions durables et innovantes ont été évoquées

en présence de plusieurs partenaires techniques, financiers et institutionnels dont la coopération allemande (Giz), l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique (Amee), les ministères ivoiriens de l'Environnement et du Développement durable (Medd) et du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables.

Koutoua Claude, président de l'E-Qhse de la Cged a, avec son équipe, choisi ce thème qui vise, à long terme, à per-

mettre à la Côte d'Ivoire de limiter sa production de gaz à effet de serre, comme souhaité par le gouvernement. L'objectif est de privilégier le confort des occupants avec des matériels de haute portée sanitaire et environnementale, tant pour la construction, pour l'isolation thermique qu'acoustique. Pour lui, cette technologie permettra de faire face au processus d'urbanisation rapide auquel est confrontée l'Afrique en générale et la Côte d'Ivoire en particulier. « Il serait possible d'obtenir une réduction de près de 30% de la demande énergétique des bâtiments si l'on combine les stratégies passives et actives de la construction durable avec un changement de comportement de nos concitoyens », promet-il. Avant d'indiquer que, pour ce faire, le gouvernement a notamment fait appel à la Giz afin qu'elle s'associe à la préparation et la pré-validation des documents de stratégie de développement des énergies renouvelables. C'est pourquoi, il compte sur l'expertise des parties prenantes pour réussir cette mis-

ion de portée mondiale. Des champions nationaux seront à cet effet suscités pour mener à bien cette opération avec l'appui des partenaires à qui Claude Koutoua a traduit toute sa reconnaissance.

Représentant la Banque africaine de développement (Bad), Talei Chabchour, directeur des investissements, a salué l'initiative de la Cgeci qui constitue l'un des piliers des programmes de l'institution financière africaine. Il promet de mettre à contribution la Bad pour briser les barrières techniques, dans le domaine de la connaissance pour réussir le projet.

Ayant leurs programmes axés, en partie, sur l'innovation technologique, les représentants des ministères techniques et les partenaires du projet ont annoncé la mise à disposition des expertises adéquates pour permettre à la Côte d'Ivoire de basculer vers des logements répondant aux normes de l'efficacité énergétique. ■

HERVÉ ADOU

**Le programme social du gouvernement salué par le Pnud**

Selon Jonas Mfouatie, malgré les efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires, ce qui se traduit à travers le maintien de la croissance économique à un niveau optimal, de nombreux défis méritent d'être relevés. Notamment au niveau des actions visant à réduire les inégalités, à relever les indicateurs de pauvreté et

l'indice de développement humain, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale, gage de la stabilité et de la paix durable en Côte d'Ivoire. Conscient de ces faiblesses à corriger, le gouvernement a mis en route un train de mesures visant à améliorer sensiblement le bien-être des populations. Des mesures qui rencontrent l'approbation du Pnud se-

lon le représentant résident intérimaire. Notamment le programme social du gouvernement de près de 1000 milliards Fcfa en cours d'exécution, a-t-il indiqué. À ce niveau, il a réaffirmé que l'ensemble des partenaires et le Pnud restent mobilisés pour accompagner le peuple ivoirien dans cette perspective. ■

N. CÉLESTIN